



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

MARCHE PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

R2123-1 du Code de la commande publique (CCP)

OBJET DU MARCHE

**Opérations de réhabilitation des bâtiments de la
Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la Consultation	page 4
1.1 – Désignation des intervenants :	page 4
Article 2 – Allotissement	page 4
Article 3 – Confidentialité	page 4
3.1 - Obligation de confidentialité	page 4
3.2 - Informations confidentielles	page 4
3.3 - Engagements de confidentialité	page 5
3.4 - Divulgence autorisée	page 5
3.5 - Propriété des informations confidentielles	page 5
3.6 - Restitution des documents	page 6
3.7 – Responsabilité	page 6
4 – Nature des travaux : peinture, revêtements muraux et revêtements de sols souples	page 6
4.1 – Textes réglementaires	page 6
4.2 – Principales prestations	page 6
4.3 – Choix des produits	page 6
4.4 – Aspects des surfaces à peindre	page 6
4.5 – Règles d’application pour la peinture et les revêtements muraux	page 7
4.6 – Règles d’application pour les revêtements de sols	page 7
4.7 – Travaux sur supports amiantés	page 7
4.8 – Revêtements collés	page 8
Article 5 – Préparation, coordination et exécution des travaux	page 8
5.1 – Période de préparation	page 8
5.2 – Visite des lieux – Accès au chantier – Circulation	page 8
5.2.1 – Visite des lieux	page 8
5.2.2 – Accès au chantier – Circulation	page 8
5.3 – Coordination de prestataires	page 9
5.4 – Registre de chantier	page 9
5.5 – Exécution	page 9
5.5.1 Calendrier prévisionnel d’exécution	page 9
5.5.2 Calendrier détaillé d’exécution	page 9
5.5.3 – Servitudes liées au fonctionnement de l’immeuble	page 9
5.6 – Hygiène et sécurité des chantiers	page 9
5.6.1 – Sécurité sur les chantiers	page 9
5.6.2 – Plan de sécurité et coordination de la sécurité et de la protection de la santé	page 10
5.6.3 – Mesures de prévention	page 10
5.6.4 – Mesures d’ordre social – Application de la réglementation du travail	page 10
5.6.5 – Vêtements de travail	page 11

5.6.6 – Obligation de discrétion	page 11
5.6.7 – Discipline	page 11
Article 6 – Sujétions techniques et générales	page 11
6.1 – Interaction avec les sociétés de maintenance	page 11
6.2 – Mode de métrés	page 11
6.3 - Nettoyage de chantier	page 11
6.4 – Stockage des matériaux	page 12
6.5 – Développement durable – Environnement – Accessibilité – Innovation	page 12
6.6 – Échantillons – Prototypes	page 13
6.7 – Qualité des produits ou des matériaux utilisés	page 13
6.8 – Prestations sur bâtiments classés	page 13
6.9 – Protection des ouvrages	page 13
6.9.1 – Réception des supports	page 13
6.9.2 – Obligations techniques du titulaire	page 14
6.9.3 – Travaux en hauteur	page 14
6.9.4 – Textes réglementaires	page 14
Article 7 – Modalités d'exécution des travaux	page 14
7.1 – Plans d'exécution	page 14
7.2 – Études d'exécution	page 14
7.3 – Organisation du chantier	page 15
7.3.1 – Accès au chantier – Approvisionnement	page 15
7.3.2 – Ouvrages cachés ou provisoires	page 15
7.3.3 – Dégâts, soustractions, détournements de matériaux	page 15
7.3.4 – Transport et élimination des déchets	page 15
7.3.5 – Conditions particulières d'exécution des travaux	page 15
7.3.5.1 – Fondement des ouvrages	page 15
7.3.5.2 – Percements, scellements et rebouchages	page 15
7.3.5.3 – Coupures de réseaux	page 16
7.3.5.4 – Procédés nouveaux ou non traditionnels	page 16
7.3.5.5 – Récupération de matériaux	page 16
7.3.5.6 – Procédure en cas de découverte de produits dangereux (amiante ou plomb)	page 16
Article 8 – Contrôle et réception des travaux	page 16
8.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	page 16
8.2 – Réception des travaux	page 17
8.3 – Documents après travaux	page 18
8.4 – Délai de garantie	page 17
Article 9 – Suivi d'exécution, accompagnement et pilotage du marché	page 18

Article 1 - Objet de la Consultation :

La présente consultation a pour objet des opérations de rénovation en peinture, revêtements muraux et revêtements de sols souples des bâtiments de la région de gendarmerie du Centre-Val-de-Loire.

1.1 – Désignation des intervenants :

Maître d'ouvrage :

Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire
Caserne Connétable de Richemont

Bureau du Budget et de l'administration / SA

07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1

Mail : bba.dao.rgcvl+MP@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Tél : 02.38.52.51.06

Maître d'œuvre :

Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire

Bureau de l'immobilier et du logement

Caserne Connétable de Richemont

7 boulevard Marie Stuart

BP 2537

45038 ORLÉANS CEDEX 1

Mail : bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Tél : 02.38.52.51.28

Article 2 – Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti en 6 lots, déterminés en fonction d'une zone géographique :

N° de Lot	Désignation
1	Département du Cher (18)
2	Département de l'Eure-et-Loir (28)
3	Département de l'Indre (36)
4	Département de l'Indre-et-Loire (37)
5	Département du Loir-et-Cher (41)
6	Département du Loiret (45)

Contact : Bureau de l'Immobilier et du Logement (BIL) d'Orléans 02.38.52.51.28 (Majore PLANCHE Marina)

Article 3 - Confidentialité

3.1 - Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux/PI.

Les co-traitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

3.2 - Informations confidentielles

Pour les besoins du présent engagement, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support

(écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de l'engagement, qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des informations confidentielles.

3.3 - Engagements de confidentialité

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe 4 ci-dessous :

a) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les informations confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;

b) à ne pas utiliser les informations confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;

c) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des informations confidentielles soit avisée du contenu du présent engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

3.4 - Divulgence autorisée

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

a) aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;

b) lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;

c) avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur. Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

3.5 - Propriété des informations confidentielles

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'informations confidentielles au titre de l'engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les

informations confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

3.6 - Restitution des documents

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction desdites informations confidentielles.

3.7 - Responsabilité

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité.

En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de 5 000€ HT. Cette somme devra être versée au pouvoir adjudicateur pour chaque violation constatée.

4 – Nature des travaux : peinture, revêtements muraux et revêtements de sols souples

4.1 – Textes réglementaires

L'ensemble des travaux exécutés est réalisé conformément à toutes les normes françaises et règles de construction en vigueur au moment de l'exécution des travaux et se rapportant à ces activités techniques, notamment :

- Lois, décrets et arrêtés en vigueur à la date du début de la réalisation des travaux
- Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Norme NF 130 environnement pour les peintures
- Les D.T.U. dont D.T.U. 27.1 - Réalisation de revêtements par projection pneumatique de fibres minérales avec liants, D.T.U. 27.2 - Réalisation de revêtements par projection de produits pâteux, DTU 26.2 – chape et revêtements à base de liants hydrauliques
- Les cahiers et avis techniques du Cstb
- Les recommandations et préconisations du fabricant

4.2 – Principales prestations

- Peinture : travaux préparatoires (ponçage, grattage et toute sujétion préalable nécessaire à l'application de la peinture que le support soit neuf ou ancien,...), finition sur ouvrages neufs ou anciens réparés, finition sur ouvrage en serrurerie, finition sur boiserie, peinture spéciale à 2 composants ou résine murs et sols, peinture et nettoyage des façades
- Revêtements muraux : PVC, papiers peints
- Signalétique PMR : sol et escalier, murale, vitrophanie
- Sols souples : travaux préparatoires, revêtement PVC, lino,...
- Accessoires et tapis brosse

4.3 – Choix des produits

Les couleurs des matériaux et leur aspect devront participer de manière optimale à la qualité de l'éclairage naturel et artificiel. Les revêtements choisis devront être faciles d'entretien avec des moyens techniques et produits respectueux de l'environnement. En fonction de l'usage des locaux, l'entreprise pourra être amenée à proposer au service prescripteur des produits d'un classement supérieur.

4.4 – Aspects des surfaces à peindre

L'état des surfaces apparentes des ouvrages neufs doit être tel qu'il permette l'application des revêtements de finition sans autres travaux préparatoires que ceux normalement admis pour le type de finition considéré. Les nettoyages doivent faire disparaître les taches de peinture ou d'huile, les taches de plâtre, ciment, etc., les traces des films de mortier. Les produits employés (solvants, décapants, etc.), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage) doivent être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matières elles-mêmes ou de leur état de surface (poli, brillant, etc.).

Dans le cas de recouvrement d'un enduit ou d'une couche de peinture ou de vernis par un produit de famille différente ou livré par un autre fabricant, même si ce produit est considéré comme similaire, l'entrepreneur garantit la compatibilité de ce produit avec celui qu'il recouvre. Il est préconisé de veiller à une garantie minimum de 5 ans.

L'entreprise doit réceptionner, avant tout début d'exécution, les supports livrés par les différents corps d'état. Si elle estimait que les supports ne sont pas conformes aux prescriptions de finitions imposées par les D.T.U., il lui appartiendrait d'en informer le Maître d'œuvre avant tout début d'exécution. Les travaux complémentaires qui en découleraient seraient à la charge de l'entreprise défaillante. Le fait d'entreprendre ses ouvrages implique l'acceptation des supports par le présent corps d'état.

4.5 – Règles d'application pour la peinture et les revêtements muraux

Les règles mises en œuvre sont énumérées ci-après de manière non exhaustive :

- les travaux de peinture, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui auraient eu à souffrir du comportement atmosphérique pendant l'exécution ou le séchage, seront refusés et l'entrepreneur du présent corps d'état en devra la réfection sans indemnité
- les lignes de repérage, tracées ou battues au cordeau, les dessins au crayon ou à la craie, seront supprimés par un grattage ou un ponçage soigné réalisés par le présent corps d'état
- toutes les boiseries seront soigneusement poncées et brossées avant d'être peintes, lasurées ou vernies
- outre les parements restant visibles, la couche d'impression sera également appliquée sur toutes les faces cachées et feuillures
- si les couches dues ne couvraient pas parfaitement les surfaces peintes et ne dissimulaient pas complètement les rebouchages, il serait donné, sans indemnité, une couche supplémentaire
- les rechampissages au droit des matériaux différents ou de tons différents seront exécutés de manière parfaite et rectiligne
- tous les travaux préparatoires tels que : bouchage des trous et saignées, enduisage des murs ou cloisons avec enduit compatible, égrenage, ponçage au papier de verre, rebouchage, enduits garnissant, calfeutrage et masticage, seront exécutés avec le plus grand soin, de manière que les peintures soient parfaitement unies dans toutes leurs parties.

4.6 – Règles d'application pour les revêtements de sols

Les revêtements de sol sont certifiés NF Upec A. La tolérance d'exécution pour ouvrages finis devra être conforme aux DTU.

La température d'exécution des travaux correspond aux exigences du produit.

Les barres de seuil seront prioritairement fixées par chevillage et vissage. Cependant, en cas de présence d'amiante, elles seront obligatoirement collées.

4.7 – Travaux sur supports amiantés

Dans le cas de présence d'amiante dans les bâtiments concernés par les travaux, le service prescripteur fournira aux titulaires un diagnostic avant travaux.

A ce titre, les titulaires sont susceptibles d'intervenir sur des supports amiantés, sans pour autant que les travaux entrepris aient pour finalité de retirer le matériau amianté.

Ces travaux relèvent des dispositions particulières de la sous-section 4 du décret 2012-639, codifiées au code du travail par les articles R.4412-144 à 148, et concernent les interventions sur

des matériaux, équipements ou matériels susceptibles de provoquer des émissions de fibres d'amiante.

Conformément à la réglementation, les entreprises concernées devront établir un mode opératoire basé sur l'évaluation des risques à destination des organismes consultatifs compétents, dont l'inspection du travail.

Les travailleurs impliqués devront disposer d'attestations de compétence validées.

4.8 – Revêtements collés

L'entrepreneur s'assurera de la bonne conformité de l'état de la surface des sols supports avant application du revêtement.

Il devra effectuer, préalablement à la réalisation des revêtements, les relevés des hygrométries des supports et les transmettre au service prescripteur et le cas échéant au bureau de contrôle technique.

En conformité avec la norme NF environnement, les produits utilisés (colles et ragréages) seront le moins toxiques possible et ne généreront pas de substances irritantes, tout en respectant les exigences de durabilité ciblées.

Les colles seront certifiées à très faible émission de COV (composés organiques volatils).

Article 5 – Préparation, coordination et exécution des travaux

5.1 – Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28-1 du cahier des clauses administratives générales pour les marchés de travaux (Ccag-T), la période de préparation peut être inférieure à deux mois. Sa durée est précisée dans le bon de commande.

Pendant la période de préparation, le service prescripteur met en relation les différents intervenants pour organiser le chantier d'un point de vue juridique, administratif, matériel et technique. Des réunions de préparation sont éventuellement organisées à cet effet. À cette occasion, notamment, le calendrier détaillé d'exécution est établi. Il précise les périodes d'intervention des éventuels différents lots dans le cadre du délai contractuel. Les mesures de prévention des risques professionnels sont précisées à cette occasion (cf. annexe 1 du présent CCTP relative au protocole de sécurité) :

- en cas d'activité d'une entreprise extérieure seule, par le plan de prévention (PP) établi par le service prescripteur ;
- en cas de co-activité de plusieurs entreprises, par le plan général de coordination (PGC) établi par le coordonnateur de la sécurité et de la prévention de la santé (SPS) des travailleurs.

Ces plans permettent également de définir le niveau de tri des déchets de chantier, en vue d'optimiser la valorisation des déchets.

5.2 – Visite des lieux – Accès au chantier - Circulation

5.2.1 – Visite des lieux

Pour les prestations devant faire l'objet d'un devis sur la base du bordereau de prix unitaires, le titulaire est tenu de se rendre sur les lieux, sans supplément de prix, afin d'établir son devis en parfaite connaissance des conditions et sujétions particulières relatives aux chantiers.

5.2.2 – Accès au chantier – Circulation

Le titulaire de chaque lot est tenu :

- de se conformer, sans réserve aux directives du service prescripteur, en ce qui concerne les parcours à suivre pour l'acheminement des personnels et du matériel ;
- d'assurer la protection des occupants et des tiers contre toute chute de matériaux, par toutes dispositions et moyens appropriés, conformément à la législation en vigueur ;
- de prévoir toutes les protections nécessaires pour garantir de tous dommages les installations existantes.

Le personnel intervenant sur les sites respecte les chemins d'accès aux travaux. L'ensemble du personnel des prestataires de chaque lot est badgé, une liste de ce personnel étant remise au responsable du site permettant de contrôler toutes personnes agissant dans l'emprise du chantier.

5.3 – Coordination de prestataires

Le cas échéant, si elle est nécessaire, elle est assurée exclusivement par le service prescripteur. Celui-ci désigne une personne référente à cet effet. Ses coordonnées sont précisées dans le bon de commande émis pour suivre l'exécution des travaux.

5.4 – Registre de chantier

Par dérogation à l'art. 28.5 Ccag-T, la tenue d'un registre de chantier n'est pas imposée, sauf stipulation contraire mentionnée dans le bon de commande.

5.5 – Exécution

5.5.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est défini durant la phase de préparation de chantier, en concertation avec les titulaires.

5.5.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré dans le respect du délai global fixé dans le bon de commande, par le service prescripteur, après consultation du titulaire.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le service prescripteur, peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution fixé dans le bon de commande.

L'horaire d'intervention doit tenir compte des impératifs de fonctionnement du bâtiment tels que précisés dans le bon de commande. En l'absence d'indication plus précise, les travaux sont exécutés du lundi au vendredi dans la plage horaire allant généralement de 08h00-17h00.

Dans la mesure où les interventions n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles peuvent être effectuées durant les heures d'occupation.

Dans le cas contraire, elles peuvent être effectuées en dehors de ces heures. Le titulaire doit obtenir une autorisation préalable d'intervention de la part du service prescripteur.

5.5.3 – Servitudes liées au fonctionnement de l'immeuble

Certains travaux étant exécutés dans des logements, le titulaire de chaque lot ne peut se prévaloir de quelconques perturbations du déroulement du chantier pour arguer une demande de rémunération complémentaire en réparation de préjudices et/ou de droit à quelconque report de délai de fin de travaux.

Le titulaire de chaque lot prend toutes les dispositions nécessaires pour que le déroulement du chantier ne cause qu'un minimum de gêne au fonctionnement de l'immeuble. Il assure toutes les mesures de sécurité du chantier. Il est rappelé que les ascenseurs ne peuvent pas servir à l'approvisionnement du chantier.

5.6 – Hygiène et sécurité des chantiers

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur les chantiers tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers, conformément aux dispositions des art. 31 et 35 Ccag-T.

5.6.1 – Sécurité sur les chantiers

Les interventions peuvent avoir lieu dans des établissements occupés par les utilisateurs.

En conséquence, les titulaires acceptent de prendre à leur charge et à leurs frais toutes dispositions en vue d'assurer la sécurité de leur personnel et du personnel ou du public fréquentant l'établissement.

Dans les lieux assujettis à la réglementation de la sécurité dans les bâtiments recevant du public, le titulaire prend les mesures imposées par les règlements de sécurité, en accord avec le service prescripteur.

Ces mesures sont prises en compte dans les analyses de risques des plans de prévention ou de la coordination SPS (cf. article suivant).

5.6.2 – Plan de sécurité et coordination de la sécurité et de la protection de la santé

Les titulaires doivent se conformer aux textes relatifs à la prévention des accidents du travail et notamment aux prescriptions :

- soit du décret du 20 février 1992 sur les plans de prévention (décret 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par un prestataire extérieur) ;

- soit du décret du 26 décembre 1994 relatif à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé (décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail).

L'incidence de ces dispositions est réputée incluse dans les prix proposés.

L'entreprise titulaire doit avoir une parfaite connaissance des supports, implantations, réservations des autres entreprises intervenant sur le même chantier.

Dans le cas où le décret du 26 décembre 1994 s'applique, la coordination entre les entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, est assurée par un coordonnateur SPS désigné par le service prescripteur.

Dans ce cadre, conformément à l'article R 4532-6 à 9 du Code du Travail, les modalités pratiques de coopérations entre les différents intervenants et le coordonnateur SPS s'appliquent.

5.6.3 – Mesures de prévention

À l'initiative du service prescripteur, un protocole de sécurité (PS) définit les dispositions prises par la personne publique au titre de la coordination générale, que le prestataire utilisateur doit assurer lors de la réalisation d'opérations qui sont soumises aux dispositions du décret du 20 février 1992 précité.

Ce PS, relatif au décret du 20 février 1992, est à l'annexe 1 au présent CCTP.

5.6.4 – Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Les législations et réglementations du travail et la réglementation sociale doivent être respectées. A ce titre, les compagnons intervenant dans le cadre du présent marché devront présenter, sur demande, leurs cartes d'identité professionnelle aux services prescripteurs, coordonnateurs SPS ou inspecteurs du travail.

En acceptant les termes du présent accord-cadre le titulaire est réputé s'engager à confier la réalisation des prestations à des salariés régulièrement employés au regard des art. L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 et R. 3243-1 du code du travail (art. D. 8222-5 3°).

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par les entités adjudicatrices.

Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux. La proportion de compagnons étrangers ne doit pas dépasser la proportion maximum admise par la réglementation en vigueur.

5.6.5 – Vêtements de travail

Le prestataire dote son personnel d'un vêtement de travail. Tout personnel intervenant sur le site doit porter en permanence l'insigne spécifique du prestataire.

5.6.6 – Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

5.6.7 – Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres à chacun des sites.

Il est interdit au personnel du titulaire notamment :

- d'utiliser le téléphone du service sans autorisation ;
- d'introduire ou consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ;
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse ;
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances ;
- de manquer de respect au service public ou aux usagers ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- de se faire aider par une personne étrangère au titulaire

Cette liste n'est pas limitative.

Remplacement du personnel à la demande du service prescripteur :

En cas de non-respect des obligations ci-dessus le service prescripteur est en droit, à tout moment, de demander le remplacement de telle personne, ou de lui refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

Article 6 – Sujétions techniques et générales

6.1 – Interaction avec les sociétés de maintenance

S'agissant des lots Électricité, Plomberie sanitaire et Métallerie-Serrurerie, la grande majorité des bâtiments traités au présent marché possède un contrat de maintenance pour les installations de portes et portails, onduleurs et groupes électrogènes ainsi que pour le chauffage, ventilation et climatisation (CVC). Ces derniers contrats assurent la réalisation des maintenances de niveaux 1 à 4 comme définies dans la norme FDX60-000 de mai 2002.

En aucun cas les travaux effectués dans le cadre du présent marché ne doivent se substituer aux travaux compris dans les marchés de maintenance.

6.2 – Mode de métrés

Les surfaces et longueurs appliquées sont les surfaces et longueurs réelles des locaux, sans application de coefficient. Les prix donnés tiennent compte des plus-values pour chutes, coupes, casse.

6.3 - Nettoyage de chantier

Un état des lieux préalable avant travaux est effectué par le service prescripteur de manière contradictoire en présence des occupants et du prestataire.

Les sols, murs et accessoires sont protégés préalablement au démarrage des travaux par le titulaire afin de faciliter les opérations de nettoyage de fin de chantier.

Le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté. Toutes dispositions utiles sont prises à cet effet par le titulaire :

- Nettoyage du chantier et des sols en fin de journée ;
- Évacuation des déchets au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;

- En fin de chantier, enlèvement des protections et nettoyage de tous les locaux affectés par les travaux et le passage des compagnons, approvisionnements et enlèvement de gravats avec des moyens spécifiques adaptés (goulottes, sacs, ...).

En immeuble occupé, les nettoyages doivent être particulièrement soignés. Ils sont à réaliser dès la finition des travaux, dans un local ou un groupe de locaux. Si le prestataire est seul à intervenir sur le chantier (chantier à lot unique), il doit restituer les locaux en fin de chantier dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais afférant à ces nettoyages restent alors à la charge du titulaire.

Dans le cas où les travaux d'un titulaire sont réalisés dans le cadre d'un chantier où interviennent plusieurs titulaires de différents lots, chaque titulaire supporte à sa charge le nettoyage concernant ses travaux, après chacune de ses interventions, qui comprend notamment l'évacuation de ses gravats, le balayage des sols et l'enlèvement des protections qu'il aura mises en place dès qu'elles ne sont plus nécessaires.

En cas de non-respect du titulaire des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le service prescripteur fera exécuter les nettoyages par un prestataire de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire, et aux frais de ce dernier, par dérogation à l'article 37 du Ccag-T.

6.4 – Stockage des matériaux

Le titulaire doit stocker ses fournitures à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures pouvant survenir du fait de l'activité du chantier.

Les stockages sur les planchers des étages doivent être compatibles avec les surcharges admissibles.

Les aires de stockage ne devront pas entraver les circulations et les zones d'intervention.

6.5 – Développement durable – Environnement – Accessibilité – Innovation

L'acheteur entend s'impliquer fortement dans une démarche de qualité environnementale des bâtiments (QEB) ainsi que l'accessibilité pour toutes les opérations de travaux dans les bâtiments et espaces publics, objet des travaux du présent accord-cadre.

Dans ce cadre, les titulaires sont incités à utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent.

La recherche de produits ou procédés innovants fait également partie de la démarche. Chaque titulaire de lot est force de proposition auprès des gestionnaires de site pour impulser et proposer toute solution innovante, grâce à sa veille technologique.

L'accessibilité reste un objectif cible dans le cadre de la loi sur l'égalité des chances de 2005 et des agendas d'accessibilité programmé (Ad'Ap).

Les articles et produits identifiés dans les bordereaux de prix unitaires contribuent à l'atteinte de ces objectifs environnementaux, d'accessibilité et d'innovation.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur s'engage à intégrer systématiquement, dans tous ses projets de travaux, une approche du développement durable dans les domaines ayant un impact sur l'effet de serre. Aussi, sur simple demande du service prescripteur, le titulaire doit porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre en termes de performances énergétiques, notamment les matériaux affichant un Eco-label.

Ces dispositions concernent notamment : les isolants, les appareils d'éclairage...

D'autre part, les titulaires, en respect des démarches du pouvoir adjudicateur dans ce domaine, doivent tenir un rôle de conseil auprès des services, dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

Afin de favoriser la limitation des nuisances et la maîtrise des risques naturels et technologiques, les titulaires s'engagent :

- À retenir des matériaux bénéficiant d'un étiquetage environnemental (dans la mesure où ils existent) ;

- À assurer la valorisation des déchets valorisables, et à gérer le tri conformément à la réglementation ;

- À mettre en œuvre des solutions techniques permettant d'économiser l'énergie et l'eau, et d'assurer le confort (hygrothermique, acoustique, visuel et olfactif) des futurs occupants ;

- À fournir au maître d'œuvre, les fiches techniques et de sécurité des matériaux et produits.

La signature du présent accord-cadre exécuté à bons de commande engage le candidat attributaire. L'acceptation de co-traitants et actes de sous-traitance engage les co-traitants et sous-traitants éventuels à respecter la présente clause environnementale et à mettre en place tous les moyens nécessaires à sa bonne application.

Les prix unitaires du bordereau de prix unitaire (BPU) comprennent les éco-taxes instituées par le décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005, relatif à la composition des équipements électriques et électroniques.

Si les travaux sont éligibles aux certificats d'économie d'énergie, le titulaire établira au service prescripteur tous les documents nécessaires à l'obtention de l'avantage financier afférent à la catégorie dont relèvent les travaux.

6.6 – Échantillons – Prototypes

Le titulaire doit fournir sur simple demande du service prescripteur, un échantillonnage des produits présentés, afin de pouvoir exercer toutes analyses, contrôles et choix de coloris.

6.7 – Qualité des produits ou des matériaux utilisés

Dans le cadre de son devis, le titulaire indique au service prescripteur, qui assure la maîtrise d'œuvre des travaux, la provenance des matériaux, produits ou matériels qui satisfont aux conditions fixées par le marché et notamment par les bordereaux de prix unitaires. La signature du devis vaut acceptation des propositions émises par le titulaire.

L'entreprise titulaire a toutefois la possibilité de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux de qualités équivalentes sous réserve de l'accord du service prescripteur qui appréciera l'équivalence.

6.8 – Prestations sur bâtiments classés

Les titulaires sont informés que les travaux définis ci-dessus portent sur un patrimoine très diversifié, tant dans ses fonctions que dans sa valeur architecturale.

En particulier, des interventions peuvent concerner des bâtiments classés « monument historique », inscrits à l'inventaire supplémentaire ou situés en périmètre de protection d'un monument. Dans ce cas, le titulaire doit veiller, par ses interventions, à ne pas dénaturer l'aspect des ouvrages.

En concertation avec le service prescripteur, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les exigences de l'Architecte des Bâtiments de France. Si les travaux nécessitent une qualification particulière que le titulaire ne peut produire, les dits-travaux sortent du champ du présent marché.

6.9 – Protection des ouvrages

Le titulaire doit mettre en place les protections nécessaires à l'exécution de ses travaux.

6.9.1 – Réception des supports

Avant de commencer ses travaux, le titulaire doit réceptionner les supports.

6.9.2 – Obligations techniques du titulaire

Si nécessaire, le service prescripteur met à disposition du titulaire les plans comprenant le détail et les côtes des surfaces sur lesquelles portent les travaux. À défaut le titulaire procède à toutes mesures utiles à la réalisation des travaux.

Les cotes données sur ces plans ou détails concernant le dimensionnement des ouvrages sont à considérer comme des minima auxquels on ne peut pas déroger.

Néanmoins le titulaire doit vérifier en s'appuyant sur ses connaissances techniques et en procédant au besoin à des calculs complémentaires, que la réalisation telle que souhaitée par le service prescripteur est réalisable et conforme aux normes en vigueur.

Toute modification apportée par rapport aux plans fournis par le service prescripteur doit être approuvée par celui-ci.

6.9.3 – Travaux en hauteur

Les travaux en hauteur sont effectués en application des principes généraux de prévention énoncés aux art. L. 4121-1 à L. 4121-5 et L. 4522-1 du code du travail.

Le prix des ouvrages et prestations de travaux est réputé inclure les sujétions pour travail en hauteur de faible hauteur nécessitant le recours à des plates-formes individuelles roulantes (plancher de travail entre 1m et 2,50m de hauteur).

Pour les travaux nécessitant des moyens d'accès individuels, mais avec des plate-formes à des hauteurs supérieures à 2,50m, ou avec des plate-formes collectives (échafaudages, nacelles,...), les bordereaux de prix de chaque lot prévoient les matériels à utiliser de manière indépendante en complément des ouvrages à effectuer.

Les équipements de travail utilisés pour des travaux temporaires en hauteur doivent être conformes aux dispositions spécifiques énoncées dans la sous-section 6 du Code du Travail (décret 2004-924 du 1er septembre 2004 et sa circulaire d'application du Ministère du Travail DRT 2005/08 du 27 juin 2005).

6.9.4 – Textes réglementaires

Les travaux doivent être exécutés conformément aux stipulations des Documents Techniques Unifiés (DTU), normes françaises et européennes et aux règles professionnelles et avis techniques en cours de validité.

Les bons de commande peuvent, le cas échéant, mentionner les règles techniques particulières auxquelles les travaux doivent se conformer.

Article 7 – Modalités d'exécution des travaux

7.1 – Plans d'exécution

Si des plans d'exécution et des spécifications techniques détaillées sont nécessaires avant la réalisation des ouvrages, ceux-ci sont fournis par l'entreprise titulaire et validés par le service prescripteur.

Toutes les dimensions doivent être vérifiées sur place par le titulaire et les différences constatées avec celles indiquées aux dessins seront soumises à l'approbation du service prescripteur avant tout commencement d'exécution.

7.2 – Études d'exécution

Si nécessaire, les études d'exécution proposées par l'entreprise titulaire, ainsi que toutes notes de calcul et notes explicatives, seront soumis à l'approbation du service prescripteur avant tout commencement d'exécution.

Si l'entreprise titulaire omet de soumettre au service bénéficiaire les documents, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais. Il est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessaires à leur mise au point.

Les modifications prescrites par le service prescripteur engagent la responsabilité du titulaire sauf si celui-ci a présenté des objections écrites et motivées.

7.3 – Organisation du chantier

7.3.1 – Accès au chantier – Approvisionnement

Le titulaire doit se rendre compte de l'état des lieux, des dispositions du terrain, des accès et abords du chantier, des possibilités de stockage des matériaux, des conditions de sécurité et des co-activités. Le titulaire est tenue de se conformer à toutes les dispositions prescrites par

les règlements de police et de voirie. Le cas échéant, elle s'acquittera des redevances d'occupation du domaine public liées à ses travaux.

7.3.2 – Ouvrages cachés ou provisoires

Les ouvrages cachés ou provisoires ne peuvent être bouchés ou enlevés sans que le service prescripteur en ait été préalablement averti et que le titulaire en ait effectué un relevé contradictoire avec le service prescripteur.

7.3.3 – Dégâts, soustractions, détournements de matériaux

Le titulaire est responsable de tous dégâts survenus sur le chantier pendant les travaux, soit du fait de ses compagnons, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier comme aussi de toutes détériorations ou soustractions (meubles et immeubles).

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, le titulaire demeure responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et adhérent au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

7.3.4 – Transport et élimination des déchets

Les titulaires doivent respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le transport et l'élimination des déchets produits sur les chantiers y compris le cas échéant les déchets électriques et électroniques.

Tenant compte de la préoccupation environnementale exprimée par le pouvoir adjudicateur, les titulaires veillent au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

Les titulaires seront en mesure de fournir les Bordereaux de Suivi des Déchets.

7.3.5 – Conditions particulières d'exécution des travaux

7.3.5.1 – Fondement des ouvrages

Pour chaque lot, le fait d'exécuter ses ouvrages implique, pour le titulaire, l'acceptation des fondements, bases ou travaux d'autres lot sur lesquels ils reposent.

Avant exécution, le titulaire fait au service prescripteur toutes les observations ou propositions qu'il juge utiles pour garantir son travail, car il ne pourrait par la suite arguer de la faute d'autrui ou de vices cachés.

7.3.5.2 – Percements, scellements et rebouchages

Ils sont exécutés par le prestataire qui en a la nécessité. Néanmoins, les prescriptions suivantes seront respectées :

- Toute intervention concernant les éléments porteurs d'un bâtiment est préalablement soumise au service bénéficiaire.

- Il est formellement interdit à tous prestataires de refouiller dans les ouvrages

en béton armé. En cas de nécessité, seuls des prestataires de maçonnerie seront habilités à exécuter les travaux après accord du service prescripteur ;

- Pour les motifs architecturaux (pierre, plâtre, bois...), la décision du service prescripteur est nécessaire ;

- Le prestataire bénéficiaire doit vérifier l'existence de conduits ou de canalisations cachés ou encastrés et prendre les dispositions nécessaires à leur protection et conservation.

Les percements ou carottages dans les ouvrages existants seront exécutés par des moyens mécaniques appropriés et occasionnant une gêne minimale aux occupants, notamment :

- pour les carottages à eau, les eaux usées seront récupérées ;
- pour les percements, la poussière sera récupérée de la manière la plus optimale possible ;
- si nécessaire, les permis de feu seront établis.

Dans les ouvrages de structure, l'avis préalable du service prescripteur sera requis et le cas échéant celui du bureau de contrôle technique en raison du risque de déclencher l'alarme.

L'ensemble des rebouchages sera exécuté par chaque entreprise en prenant soin de restituer aux ouvrages concernés leurs qualités de stabilité, de tenue au feu, d'isolement acoustique et d'homogénéité des matériaux.

7.3.5.3 – Coupures de réseaux

Les travaux seront réalisés généralement dans des sites occupés qui seront en service pendant toute la durée des chantiers.

Certaines interventions peuvent nécessiter des coupures de réseaux (eau, électricité, alarme incendie,...) qui entraîneront des gênes ou des nuisances prévisibles. Dans ces cas de figures, les titulaires devront prévenir le service prescripteur occupant au moins 48 heures à l'avance. Ces coupures devront être limitées au mieux dans le temps.

7.3.5.4 – Procédés nouveaux ou non traditionnels

L'emploi de ces procédés n'est admis qu'après l'accord écrit du service prescripteur. Dans ce cas, le titulaire est tenu :

- de fournir l'attestation justifiant que le procédé a fait l'objet d'un agrément ;
- de respecter strictement la mise en œuvre du procédé en tenant compte des observations, réserves ou prescriptions auxquelles est subordonné l'agrément du procédé.

7.3.5.5 – Récupération de matériaux

Lorsque la dépose de matériaux donne lieu à récupération pour le compte du service prescripteur, cette prestation est payée au titulaire selon devis accepté repris dans le bon de commande.

7.3.5.6 – Procédure en cas de découverte de produits dangereux (amiante ou plomb)

En cas de découverte de substances dangereuses (amiante, plomb, etc.) pendant la réalisation des travaux, le titulaire doit arrêter immédiatement les travaux et avertir le service prescripteur qui se chargera des diagnostics complémentaires nécessaires. Il convient de se référer pour les corps d'état C « Peinture, revêtements muraux et revêtements de sols souples » et G « Maçonnerie, carrelage et faïence » aux dispositions du présent CCTP.

Article 8 – Contrôle et réception des travaux

8.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le titulaire de chaque lot procède aux essais de ses ouvrages dans les conditions définies par les normes et documents techniques, et en accord avec le maître d'ouvrage.

Le service prescripteur peut faire exécuter des vérifications qualitatives des matériaux et produits et des essais sur épreuves conformément aux dispositions de l'art. 24 Ccag-T.

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service prescripteur, soit par un prestataire externe désigné par celui-ci. Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de mettre à sa disposition tous les documents nécessaires (métrés, plans, rapports) pour effectuer son contrôle.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- la qualité des solutions techniques mises en œuvre ;
- la qualité des prestations réalisées ;
- l'état des locaux.

Les frais de main d'œuvre, de transports de fournitures, de matériels, de matériaux, de chargement, d'outillage et toutes installations nécessaires à ces vérifications et essais, sont à la charge du titulaire.

Ces opérations sont exécutées sur les instructions du service prescripteur au cours des travaux ou après leur achèvement.

Le cas échéant, les laboratoires ou experts compétents sont choisis par le service prescripteur.

8.2 – Réception des travaux

La personne chargée du suivi pour le compte du service prescripteur procède, en présence du titulaire ou de son représentant, aux opérations préalables à la réception des travaux décrits dans le devis et/ou bon de commande qui a été accepté. Les opérations de réception des travaux sont formalisées.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues à l'accord-cadre ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Lorsque les travaux sont conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...), leur réception est prononcée sans réserve.

Le procès-verbal de réception des travaux fixe la date d'achèvement des travaux, point de départ des garanties point dont la garantie de parfait achèvement. Il est signé par le représentant du service prescripteur.

Lorsque les travaux ne sont pas conformes, un procès-verbal est dressé sur-le-champ qui mentionne les imperfections ou malfaçons ou les travaux inexécutés.

Ce procès-verbal est signé par les deux parties et fixe la date d'achèvement des travaux pour les ouvrages conformes, qui est le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement.

Si le prestataire refuse de le signer, mention en est faite.

Il est ensuite procédé, comme il est dit aux art. 41.3 à 41.7 du Ccag-T (réception avec réserve ou réfaction, utiliser les formulaires EXE disponibles sur le site www.economie.gouv.fr) :

- soit la réception des travaux est assortie de réserves à charge pour le titulaire d'exécuter les travaux non réalisés ou de remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai qui lui est imparti ;
- soit, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, le service prescripteur renonce à ordonner la réfection des ouvrages et propose au prestataire une réfaction sur le prix en application du CCAG Travaux. Si l'entrepreneur exécute les travaux de reprise des réserves de manière satisfaisante, un nouveau procès-verbal est établi pour valider la levée des réserves avec une date d'achèvement qui sera le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement pour les ouvrages qui ont été repris. Si le titulaire accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve.

8.3 – Documents après travaux

Au moment des opérations préalables à la réception des travaux, l'entreprise est tenue de fournir le dossier complet des ouvrages exécutés (DOE) avec notamment :

- plans de recollement des ouvrages exécutés ;
- plans de câblage et les schémas électriques ;
- documentations du matériel technique installé, fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre ;
- notices d'exploitation ;
- Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaires (FDES) selon la norme NF P01-

- éléments techniques nécessaires à l'établissement du Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO) à établir par le coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) ;

- Traitement des déchets des chantiers (bordereau de suivi des déchets).

Dans le cas de travaux simples, le dossier à remettre par l'entreprise pourra être allégé après accord du service prescripteur des travaux.

8.4 – Délai de garantie

Le délai de garantie est de un an à compter de la date d'effet de la réception .

Article 9 – Suivi d'exécution, accompagnement et pilotage du marché

Le Titulaire de chaque accord-cadre sera tenu :

- d'assurer le suivi commercial pour l'ensemble des services prescripteurs identifiés quels que soient le montant de leur dépense annuelle et leur localisation sur le territoire. Il s'agit notamment d'accompagner les services prescripteurs dans la gestion du marché : déploiement du marché, accompagnement, commande des travaux, réception, facturation, traitement des litiges,...

Ces éléments sont précisés dans le cadre de mémoire technique.

- d'élaborer et remettre un reporting semestriel destiné à la Plate-forme régionale des achats Centre-Val de Loire permettant un suivi dans l'évolution des consommations et dépenses des services prescripteurs.

A ce titre, ces états feront apparaître idéalement les éléments suivants :

- type de travaux
- dates des travaux
- site
- montants cumulés H.T. et T.T.C.
- les événements et faits marquants de la période considérée.